

**Comité stratégique du contenu
Avril 2018 — mars 2019
Rapport présenté à l'assemblée générale annuelle**

17 octobre 2019

Soumis par

Todd Mundle, Kwantlen Polytechnic University
Président, Comité stratégique du contenu (CSC)

Le rapport annuel du CSC s'articule de la façon suivante :

1. Programme de contenu
2. Sous-comités et groupes de travail
3. Analyse de la valeur
4. Collaboration et mobilisation des membres
5. Annexes
 - A. Mandat
 - B. Membres du CSC en 2018-2019

1. Programme de contenu

Renouvellements 2018

Conformément aux objectifs stratégiques du RCDR, le CSC a entrepris diverses initiatives, afin d'enrichir le contenu et les services offerts, lors des négociations pour les accords de licences qui expiraient à la fin du mois de décembre 2018. De janvier à mars 2019, la CSC a complété le renouvellement des licences qui s'étaient prolongées après 2018. Le comité a ensuite entamé le processus de renouvellement pour les licences qui expirent le 31 décembre 2019. Par conséquent, le CSC a organisé des téléconférences avec les membres pour discuter d'objectifs de négociation pour les licences importantes renouvelées en 2019 (Springer, Taylor & Francis, ACUP eBOUND).

Licences renouvelées en 2018-19 :

- American Chemical Society—Web Editions & Legacy Archive
- American Mathematical Society—MathSciNet
- Cambridge University Press—Journals
- Center for Research Libraries—Global Resources
- Clarivate—Web of Science & Web of Knowledge
- Elsevier – Scopus
- Institute of Physics—Journals
- Oxford University Press—Journals
- ProQuest—Alexander Street Press Databases, House of Commons Parliamentary Papers, Historical Newspapers
- Royal Society of Chemistry—Journals
- Springer Nature – Journals

Faits marquants

Dans les pages suivantes, nous vous présentons les faits marquants concernant les renouvellements pendant l'exercice 2018-19.

Renouvellements de licences

Plusieurs grands ensembles ont été renouvelés en 2019, essentiellement auprès d'éditeurs de sociétés et d'éditeurs spécialisés dans certains domaines, mais aussi chez un grand éditeur commercial multidisciplinaire, Springer Nature. Même si nous n'avons pas conclu d'accord pluriannuel avec Springer, le RCDR a prolongé sa licence actuelle avec Springer d'une année sans augmentation du prix de base pendant que nous poursuivons les négociations du prochain accord pluriannuel. Les grands ensembles des éditeurs suivants ont également été renouvelés : American Chemical Society, Cambridge University Press, Oxford University Press, Institute of Physics et Royal Society of Chemistry. Pour chaque licence, les membres du RCDR avaient l'option de s'abonner à un plus petit sous-ensemble de revues, soit en choisissant des collections thématiques ou certains titres individuels. Dans plusieurs cas par ailleurs, le RCDR a travaillé conjointement avec ces éditeurs pour ramener les membres qui s'étaient retirés des engagements. Ainsi, le taux de participation aux licences a augmenté pour Cambridge University Press et Oxford University Press.

En 2018-19, le CSC a négocié un rabais de 20 % du coût d'acquisition pour la licence de Cambridge University Press. Dans le cadre des prochains renouvellements de licences, le CSC a eu de nombreux échanges avec les membres à la fin de l'exercice 2018-19 pour déterminer leurs priorités concernant le libre accès et l'intégration potentielle de composantes du LA aux licences renouvelées en janvier 2020. Le CSC étudie la possibilité d'intégrer des éléments de LA au contrat de Taylor & Francis comme première étape vers la mise en place d'un accord entièrement fondé sur le libre accès.

Migration vers le système de bandes

Depuis 2019, le RCDR a complètement migré vers le système de bandes pour une des licences principales, Institute of Physics. Cette transition marque le début d'un système plus équitable et transparent pour les membres d'une même bande. De plus, les tarifs ne sont plus calculés à partir de facteurs historiques, comme les dépenses antécédentes pour les abonnements aux titres imprimés. Cette migration s'est déroulée sur les trois années de la période de licence précédente (2016-2018) afin de diminuer le fardeau pour les membres dont le tarif augmente avec ces changements.

La licence des revues American Chemical Society est également en cours de transition vers le système de bandes, mais sur une période de six ans. Le renouvellement de la licence pour 2019-2021 marque le début de la seconde période triennale de la migration, après laquelle le prix facturé aux participants sera calculé de façon équitable et transparente, soit en fonction de leur bande.

Le RCDR a créé le système de bandes en 2015 pour catégoriser les membres et l'utilisation des revues à partir d'une moyenne mobile de trois ans. Les bandes sont donc attirées aux membres en fonction de cette moyenne, qui repose sur trois facteurs (étudiants ETP, corps enseignant ETP et recherche subventionnée). Le RCDR travaille auprès de fournisseurs et d'éditeurs pour l'adoption du système de bandes pour le plus grand nombre possible de licences afin d'avoir un modèle cohérent et transparent pour les membres.

Clauses de retrait des licences

Depuis que le renouvellement des licences 2018 s'est finalisé, le RCDR inclut des clauses de retrait dans la plupart des accords, notamment les méga-ententes. Il s'agit d'un important changement depuis les accords précédents, où les membres devaient s'engager fermement pour période de trois ans sans pouvoir annuler leur abonnement. Avec une clause de retrait pour la seconde ou troisième année d'un accord, les membres adhèrent plus volontiers aux licences, malgré l'incertitude de leurs budgets à long terme. Grâce à cette possibilité, les membres peuvent se retirer d'une licence si la situation financière de leur bibliothèque ou de leur établissement change. Pour la grande majorité de nos contrats, le départ d'un membre pendant la durée de l'entente n'affecte pas les participants restants.

Taux de participation aux licences

Le taux de participation aux licences est plutôt stable et les annulations de licences en cours de renouvellement en 2018-19 concernaient surtout les produits de base de données comme Web of Science (trois annulations). Par ailleurs, le taux de participation à certains grands ensembles a augmenté parce que certains membres ont choisi de s'y abonner de nouveau (Cambridge et Oxford).

2. Sous-comités et groupes de travail

Sous-comité de la gestion des périodiques (SCGP)

Le Sous-comité de la gestion des périodiques (SCGP) continue son travail pour que les éditeurs offrent des listes de titres plus exactes et conformes à KBART. Ces listes sont essentielles pour que les utilisateurs connaissent exactement leurs droits (accès perpétuel et couverture actuelle), en plus d'avoir accès au contenu intégral par le biais de résolveurs qui établissent automatiquement un lien entre les résultats de Google ou d'autres moteurs de recherche et les articles d'une licence.

En 2018-2019, le SCGP a supervisé la mise à jour de toutes les listes de titres KBART du RCDR pour 2019. De plus, le comité a défini des critères pour la liste de titres en libre accès, en plus de travailler avec le personnel du RCDR afin de définir un plan de communication pour le lancement de la liste en 2019. Les membres du comité envisagent également de diffuser la liste de titres KBART pour les collections de Canadiana afin que ce contenu soit plus facilement découvrable.

Groupe de travail sur la transition des licences (GTTL)

La conjoncture économique pose de nombreux défis aux membres du RCDR qui participent aux licences, plus particulièrement dans le contexte des « méga-ententes » traditionnelles. Pour résoudre ces difficultés, le conseil d'administration du RCDR a créé le Groupe de travail sur la transition des licences (GTTL), qui a pour mandat de recommander d'autres modèles de participation que les « méga-ententes », ainsi que des services de soutien pour les membres qui se retirent d'une licence du RCDR. Le groupe de travail, qui est composé de sept membres, s'est rencontré 16 fois, dont une fois en personne toute une journée. Afin de préparer leurs travaux, les membres ont mené une analyse bibliographique, un sondage et un atelier lors de l'AGA de Montréal en 2017. Le rapport final du CSC, qui comporte dix recommandations, a été approuvé au mois de janvier. Il a ensuite été transmis aux membres. À la lumière des commentaires reçus par la suite, le CSC a défini une stratégie de mise en œuvre pour les recommandations du rapport et pour suivre le progrès des actions entreprises. En plus des clauses de retrait et des plus petits ensembles de revues qui ont été créés, le CSC a mené un sondage sur les statistiques d'utilisation et les outils d'analyse. Après avoir obtenu les résultats du sondage, le RCDR a entamé des discussions avec Jisc afin d'obtenir une offre consortiale pour le service JUSP (Journal Usage Statistics Portal). L'organisation négocie également avec Reprints Desk, conformément à l'une des recommandations du rapport.

Groupe de travail sur un dépôt numérique fiable (GTDNF)

Le GTDNF a été créé avec pour mandat d'élaborer un cadre, notamment un modèle de service et de gouvernance, ainsi qu'un modèle de partage des coûts, pour l'adoption d'un Dépôt numérique fiable (DNF). Ce service offrirait aux membres un accès à long terme aux ressources qui font l'objet d'une licence du RCDR, ainsi qu'un mécanisme indépendant des éditeurs pour l'exercice de leurs droits post-annulation.

Le service de DNF proposé reposerait sur les mêmes fondements que le DNF de Scholars Portal, qui dessert les bibliothèques de l'Ontario Council of University Libraries (OCUL), conformément à une entente de service avec University of Toronto Libraries (UTL).

Le GTDNF a terminé ses travaux et soumis son rapport final au conseil d'administration en juin 2018. Ce dernier a approuvé les recommandations et le rapport, qui a ensuite été distribué aux membres à l'AGA de Vancouver en 2018. Les membres ont voté pour les recommandations du GTDNF et donné à l'organisation le mandat d'entreprendre les prochaines étapes avec UTL, OCUL et Scholars Portal afin d'obtenir une solution nationale de préservation post-annulation pour les ressources incluses dans les licences du RCDR.

3. Analyse de la valeur

Analyse de la valeur des revues (AVR)

L'Analyse de la valeur des revues a été lancée pour les membres qui voulaient plus de données afin d'évaluer les produits de leurs licences du RCDR. L'AVR offre aux membres de l'information sur l'utilisation et la rentabilité de chaque titre pour leur établissement. En 2018, diverses améliorations ont été apportées à l'AVR, notamment en ce qui concerne l'année de publication, des statistiques d'utilisation du libre accès et de meilleures données thématiques.

Le rapport de l'Analyse de la valeur des revues devait être distribué aux membres pendant l'été 2019.

4. Collaboration et mobilisation des membres

Conformément à l'objectif du plan stratégique concernant la mobilisation des membres, le CSC a mené diverses consultations par le biais des voies de communication prévues. Le CSC a également contacté des intervenants externes, notamment l'International Coalition of Library Consortia.

Sondages et téléconférences auprès des membres

Le CSC a organisé plusieurs téléconférences en février 2019 afin d'obtenir l'avis et les commentaires des membres sur les objectifs de négociation pour les principaux renouvellements. Des séances de consultation en anglais et en français ont eu lieu pour les licences ACUP, Taylor & Francis et Springer. Pour les négociations avec Taylor & Francis plus particulièrement, le CSC a consulté les membres pour connaître leurs priorités en matière de libre accès.

Après ces téléconférences, le comité a diffusé un sondage afin d'obtenir plus d'information de la part de membres qui n'ont pas pu participer aux consultations. Ce fut également l'occasion d'avoir des commentaires plus quantitatifs que qualitatifs. Les objectifs de négociation qui ont été définis pour les renouvellements de 2019 reposent sur les conclusions de ces deux activités.

5. Annexes

A. Mandat

Le conseil d'administration a créé le Comité stratégique du contenu à titre de comité permanent du RCDR, conformément à l'article 12 des règlements administratifs. Le CSC a les responsabilités suivantes :

- Élaborer et superviser des analyses systématiques sur les besoins des membres ; consulter suffisamment les membres au sujet de leurs priorités et besoins avant de définir, négocier et mettre en œuvre des ressources d'accès perpétuel aux ressources électroniques ;
- Se tenir à l'affût des changements dans l'industrie de l'édition savante, ainsi que des occasions qui se présentent pour défendre les intérêts des membres ;
- Définir des objectifs, principes, stratégies et exigences pour les fournisseurs et les négociations d'accords de licence, en plus de faire des recommandations au conseil d'administration si nécessaire ;
- Superviser l'exécution des stratégies de négociation adoptées par les membres ; appuyer le personnel responsable des négociations pour atteindre les objectifs définis par le conseil d'administration ;
- Évaluer les résultats de négociations et informer le conseil d'administration du progrès et des résultats obtenus dans le cadre des négociations ;

- Conseiller et aider le personnel pour la mise en œuvre des accords de licence et droits d'accès (notamment en ce qui concerne la gestion des périodiques et les conditions d'accès perpétuel) ;
- Faire appel aux connaissances et à l'expertise professionnelle des membres pour aider le RCDR dans son travail de planification, mise en œuvre de programmes et communication ;
- Travailler conjointement avec les autres comités pour harmoniser les objectifs de chaque comité aux impératifs de partage des coûts et frais de licence ;
- Informer le conseil d'administration et le personnel de toute politique ou question opérationnelle découlant des travaux du comité qui devrait être déléguée à un autre groupe ou représentant de l'organisation ;
- Entreprendre toute autre responsabilité que le conseil d'administration pourrait lui attribuer de temps à autre.

B. Membres 2018-19

Todd Mundle, président du CSC
University Librarian, Kwantlen Polytechnic University

Gabrielle Prefontaine, vice-présidente du CSC
Dean of the Library, University of Winnipeg

Représentants du Council of Atlantic University Libraries (CAUL) :

- Alison Ambi, Memorial University of Newfoundland (depuis janvier 2019)
- Tanja Harrison, Mount Saint Vincent University
- Jennifer Richard, Acadia University (jusqu'au mois de décembre 2018)

Représentants de l'Ontario Council of University Libraries (OCUL) :

- Harriet Rykse, Western University
- Pamela Jacobs, University of Guelph

Représentants du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) :

- Arnald Desrochers, Bureau de coopération interuniversitaire
- Chantal St-Louis, Université Laval

Représentants du Council of Prairie and Pacific University Libraries (COPPUL):

- Denise Koufogiannakis, University of Alberta
- Sandy Stift, MacEwan University

Représentante de la bande 13 pour équilibrer le comité :

- Weijing Yuan, University of Toronto

Les membres du personnel Clare Appavoo (directrice générale), Jason Friedman (gestionnaire des services de métadonnées et des services aux membres), Amanda Holmes (agente des licences), Émilie Lavallée-Funston (services aux membres et agente de licence), Craig Olsvik (gestionnaire des licences) et Monica Ward (agente principale du contenu et des licences) ont beaucoup aidé le comité pendant l'exercice 2018-19.